

Distr.
LIMITEE

TD/COCOA.8/EX/C.1/L.1
4 mars 1993

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

CONFERENCE DES NATIONS UNIES SUR LE CACAO, 1992
Quatrième partie
Genève, 22 février 1993
Point 7 de l'ordre du jour

Comité économique

PREPARATION D'UN ACCORD DESTINE A SUCCEDER

A L'ACCORD INTERNATIONAL DE 1986 SUR LE CACAO

Proposition présentée par les pays consommateurs

Financement et prix

A. Financement

1. Dès l'entrée en vigueur du nouvel Accord, la trésorerie disponible, le paiement des arriérés conformément au calendrier de remboursement établi et les ventes de cacao provenant du stock régulateur, jusqu'à concurrence de 20 000 tonnes par an, assurent le financement des mécanismes économiques de l'Accord. Si un pays n'est pas à jour dans ses paiements au titre de l'Accord international de 1980 et de l'Accord international de 1986 sur le cacao, les coûts remboursables relatifs au retrait supportés par ce pays peuvent être déduits du montant de ses arriérés.

2. Si la situation financière risque de ne pas permettre de financer les mécanismes pendant les six mois suivants, le Directeur du stock régulateur en informe le Directeur exécutif. Le Directeur exécutif convoque le Conseil dans un délai de 20 jours ouvrables, si nécessaire en session extraordinaire, pour

page 2

étudier la question et décider de l'application d'un prélèvement sur les exportations par les membres exportateurs, après examen de la situation financière. Ce prélèvement entre en vigueur à condition que 75 % des arriérés dus aient été payés.

Lorsque le Directeur du stock régulateur constate que l'on ne se trouve plus dans la situation envisagée ci-dessus au paragraphe 2, il en informe le Directeur exécutif. Le Directeur exécutif convoque le Conseil dans un délai de 20 jours ouvrables, si nécessaire en session extraordinaire, pour décider de la suspension du prélèvement.

Dès lors que 25 % ou plus des prélèvements dus n'ont pas été perçus, les clauses économiques de l'Accord sont automatiquement suspendues. Aussitôt que ces prélèvements ont été perçus, les clauses économiques de l'Accord entrent de nouveau en vigueur automatiquement.

3. Le système de financement proposé repose sur les hypothèses suivantes :

- a) Le taux uniforme mensuel de remboursement est fixé à 6 dollars des Etats-Unis par tonne;
- b) La quantité maximale des retraits est de 350 000 tonnes pour la durée de l'Accord, avec un plafond de 200 000 tonnes pour la première année; les retraits sont effectués par tranches de 50 000 tonnes;
- c) Le directeur du Stock régulateur n'effectue aucun achat de cacao.

B. Prix (en DTS)

- Prix d'intervention supérieur	1 300
- Prix médian	1 100
- Prix d'intervention inférieur	900.
